

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 BETHUNE

Lille , le 09 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



POLYNT COMPOSITES FRANCE

BP 19
DROCOURT
62320 Drocourt

Références : B2-102-2023
Code AIOT : 0007000789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2023 dans l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE implanté Route d'Arras B.P 19 62320 Drocourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYNT COMPOSITES FRANCE
- Route d'Arras B.P 19 62320 Drocourt
- Code AIOT : 0007000789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de DROCOURT s'étend sur un terrain d'une superficie de 34 hectares implanté sur deux communes DROCOURT et ROUVROY dans le département du Pas-de-Calais et emploie environ 200

personnes (hors intérim et entreprises extérieures). Toutes les installations et la majeure partie du site se trouvent sur la commune de Drocourt tandis qu'une partie du terrain non utilisé se trouve sur la commune de Rouvroy.

Créé en 1954 sous la bannière de Norbenzol, l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE de Drocourt est le seul site en France du groupe italien POLYNT. Ce groupe a fusionné en 2017 avec l'américain Reichhold.

Le site de DROCOURT est spécialisé dans la conception de :

- résines polyester et vinylester (synthèse et mélanges notamment à des fins d'anticorrosion depuis 2011) ;
- de gelcoat (peintures réactives) ;
- de colles (pâtes à modeler fibrées permettant de la soudure à froid) ;
- d'un nettoyant industriel COV-free ;
- d'additifs dans un atelier depuis 2004 en partenariat avec ARKEMA.

Le site est soumis à autorisation pour 12 rubriques dont les rubriques 4120-2-a, 4130-2-a, 4511-1 et 4150-1.

L'établissement est autorisé par différents arrêtés préfectoraux pris entre 1970 et 2018. Son fonctionnement est encadré en particulier par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2014, qui constitue le dernier donné acte d'étude de dangers pour ce site.

Cet arrêté a été modifié le 10 octobre 2018, pour acter le classement Seveso Seuil Haut du site par cumul de différentes substances éco-toxiques, en application de l'article R. 511-11 du Code de l'Environnement.

Le site est également classé « IED » pour la rubrique 3410-h de la nomenclature des installations classées : « fabrication de produits chimiques organiques tels que h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose) » pour laquelle les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées sont celles du BREF POL (fabrication de polymères).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Gestion des effluents

- Contrôle inopiné eau,
- Traitement et Autosurveillance des eaux résiduaires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.2.3	/	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 9.2.2.2.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.3.5.2.1	/	Sans objet
4	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.3.5.3	/	Sans objet
6	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.2.4.2	/	Sans objet
7	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.3.4.	/	Sans objet
8	Identification des Effluents	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.3.1	/	Sans objet
10	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.3.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée de manière inopinée en même temps que la réalisation du contrôle inopiné sur les rejets aqueux du site. Lors du contrôle de l'année dernière, un gros dépassement en hydrocarbures totaux a été mesuré sans que l'exploitant n'en identifie les causes.

Cette année les résultats sont conformes.

Cette inspection inopinée a eu pour thème plus globalement, la gestion et le traitement des rejets aqueux. L'exploitant doit apporter des éléments sous un délai contraint afin de justifier de sa conformité sur certains aspects et modifier les méthodes d'analyse des hydrocarbures totaux pour prendre en compte dans son autosurveillance l'évolution des normes en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan des réseaux Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les principaux ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan des réseaux eaux pluviales et usées référencé PCU 05 est en date du 15/01/2015 . Le réseau est en partie aérien et en partie souterrain environ à raison de la moitié de son parcours. Les eaux usées du site rejoignent la STEP. Les eaux pluviales rejoignent le bassin d'orage situé à proximité de la STEP. Fait susceptible de suites n°1 : Le plan des réseaux ne présente pas l'ensemble des éléments prescrits notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les principaux ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...). L'exploitant le complétera conformément à la prescription de l'article 4.2.2 de son arrêté préfectoral précité et le transmettra à l'Inspection des ICPE sous 30 jours. Le plan référencé PID 80-17 de la STEP (station d'épuration) biologique du site (version du 15/11/2019) a été présenté. Il y figure les différents bassins et équipements notamment de surveillance et d'analyse en ligne composant la station comprenant une extraction suivie d'un prétraitement des boues avant leur évacuation. Initialement de type physico-chimique, la station a été transformée il y a environ 20 ans en station biologique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.3.5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aménagement des points de prélèvements Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : En aval de la station et en amont du rejet au milieu se trouve un canal Venturi. Le laboratoire mandaté par l'Inspection, pour le contrôle inopiné, l'a utilisé et confirmé que le canal et, plus généralement l'ouvrage d'évacuation des rejets, est adapté pour y placer les équipements de mesure et prélèvement nécessaires aux analyses demandées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réseaux – ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.3.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Équipement des ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Equipements</p> <p>Avant rejet au milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement, les ouvrages d'évacuation des rejets doivent être équipés des dispositifs de prélèvement et de mesures automatiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 heures et la conservation des échantillons à une température de 4°C, un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement un pH-mètre et thermomètre en continu avec enregistrement <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au niveau du canal de sortie des effluents du site, de type venturi, l'Inspection a constaté la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de prélèvement automatique d'eaux pour l'autosurveillance, - un débit-mètre, - un pH-mètre relié à une alarme en SDC, - un thermomètre. <p>Le jour de l'inspection était en place les équipements de prélèvement pour un autre contrôle inopiné réalisé par VEOLIA mandaté par le gestionnaire de la station d'épuration d'Hénin-Carvin situé en aval du site (contrôle du respect des limites fixées de la convention de raccordement entre POLYNT et la station urbaine).</p> <p>Les eaux du site passent après traitement interne dans la station urbaine.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Observations n° 1 :</u></p> <p>L'exploitant précisera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - comment et où sont conservés les enregistrements des mesures en continu du débit, du pH et de la température, - comment elles sont fournies au laboratoire réalisant les analyses pour l'autosurveillance, - le seuil d'alarme sur le pH et la température. <p>L'exploitant fournira également la preuve que le dispositif permet des prélèvements automatiques proportionnels au débit et conservés à 4°C.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Entretien et surveillance</p> <p>Art. 4.2.3.1 Réseaux Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. L'intégrité des réseaux de collecte est vérifié tous les 10 ans et après chaque incident ayant pour conséquence un déversement d'effluents susceptibles d'être pollués dans le réseau. Le rapport de vérification est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement. Le dernier rapport de vérification du réseau disponible sera transmis à l'inspection de l'environnement pour le 31 décembre 2014.</p> <p>Art. 4.2.3.1 Tuyauteries de transport de fluides Les tuyauteries de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les tuyauteries de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Les différentes tuyauteries doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Constats : Le contrôle du réseau et des canalisations relève du service Inspection, son responsable était en congé lors de l'inspection inopinée. Aucun rapport de contrôle n'a été produit par l'exploitant. Sur le terrain, à proximité de la STEP, il n'a pas été constaté de canalisations d'eaux usées fuyardes et les canalisations visualisées sont en inox. L'entrée et la sortie de la station sont repérées. Une partie du réseau est enterrée et le reste aérienne.</p> <p>Fait susceptible de suites n°2: L'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter un rapport de contrôle des réseaux de collecte des effluents datant de moins de 10 ans et attestant de leur bon état et de leur étanchéité. Il en est de même pour le contrôle périodique des canalisations ainsi que la démonstration qu'elles sont curables, étanches et résistantes aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant transmettra sous 30 jours les 2 derniers rapports de contrôle des réseaux d'une part et du contrôle périodique des canalisations ainsi que tous autres éléments justifiant de leurs caractéristiques précitées.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Isolement avec les milieux Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Vu sur le terrain, la vanne d'isolement du bassin d'orage situé à côté de la STEP ainsi que la vanne manuelle d'entrée de la STEP. L'exploitant a précisé que du fait de la conception des bassins et de la STEP, l'isolement du bassin d'orage provoque par différence de niveaux/ équilibrage des niveaux l'arrêt de l'alimentation de la STEP et donc de rejet d'effluents en sortie de la STEP.
Observations : <u>Observation n°2 :</u> L'exploitant formalisera les équipements à actionner pour isoler le réseau d'assainissement de l'extérieur ainsi que l'entretien préventif de ces dispositifs. Ces équipements sont à identifier sur site et à décrire dans le POI comme les modalités d'isolement du réseau du site et des bassins de confinement et d'orage. Tant que les équipements d'isolement du réseau du site par rapport à l'extérieur comme des bassins n'est pas commandable à distance, l'exploitant justifiera de sa capacité à les manœuvrer rapidement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Entretien et conduite des installations de traitement</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confirmé que les équipements avec possibilité de présence de boues sont curés au moins 1 fois par an.</p> <p>En cas d'incident, ils peuvent être notés sur la base de données « Frontline » s'ils sont d'une certaine ampleur et sinon ils sont inscrits sur le cahier du chef de poste.</p> <p>Le service utilité ayant en charge les dispositifs de collecte et traitement des effluents est composé de 3 personnes en sus du responsable Utilité/Maintenance/Inspection.</p> <p>Cette équipe de POLYNT réalise chaque jour, en dehors du WE, des rondes de contrôle de la station ainsi que des prélèvements (analyses quotidiennes en pH, DCO et MES. Le WE la ronde est réalisée par du personnel posté des ateliers en fonctionnement en permanence).</p> <p>Vus, les résultats d'analyse de surveillance notés sur le cahier au niveau de la STEP pour le 11/04 matin.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il vérifie également le débit et si besoin ajoute des produits (vus à proximité) notamment en cas de teneur en MES trop élevées.</p> <p>Vus également, en SDC polyester, le cahier du chef de poste avec les relevés des paramètres de la STEP lors de la ronde de nuit du 11 au 12/04/2023 ainsi que le panneau avec le report des alarmes de la STEP (cf. point de contrôle n°4).</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Observation n°3 :</u></p> <p>Transmettre le dernier rapport de vidange et nettoyage des bassins ainsi que des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures (fiche de suivi du nettoyage, habilitation de la société le réalisant et attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que documents d'élimination des déchets</p>

associés).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Identification des Effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Identification des effluents</p> <p>Une fosse collecte les effluents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • eaux pluviales • eaux sanitaires après passage dans une fosse septique • eaux de purge des réfrigérants atmosphériques. <p>Les eaux collectées sont décantées et envoyées dans le rejet issu de la station d'épuration interne. En cas d'orage, un déversoir envoie les eaux dans le bassin de confinement.</p> <p>Un détecteur d'hydrocarbures est fixé au niveau de la pompe P2 de cette fosse avec alarme reportée en salle de contrôle polyester. En cas d'alarme ou de sinistre, les eaux sont dirigées dans le bassin de confinement.</p> <p>Les eaux d'estérification des polyesters les plus concentrées (base DCPD) ainsi que les eaux aminées sont incinérées en tant que de besoin dans un établissement dûment autorisé.</p> <p>Les autres eaux résiduelles sont stockées dans un réservoir de 1220 m3 et alimentant directement par tuyauterie la station d'épuration du site.</p> <p>L'établissement ne possède qu'un seul rejet issu de sa station d'épuration interne, raccordé à la station d'épuration du district d'HENIN-CARVIN.</p> <p>Les eaux de refroidissement sont intégralement recyclées, hormis les purges de déconcentration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales rejoignent le bassin d'orage situé à proximité de la STEP.</p> <p>Vu sur site le seul rejet en aval de la station interne qui est raccordée à la station d'épuration d'HENIN-CARVIN.</p> <p>Vu le détecteur situé à l'entrée de ce bassin relié à une vanne automatique et le report d'alarme en SDC atelier polyester en cas du seuil d'alarme. Le chef de poste en SDC connaissait la signification du voyant bien que non précisée sur le panneau (notamment pas mention du polluant considéré).</p> <p>L'exploitant a précisé qu'en cas de détection d'une teneur en hydrocarbures totaux (HCT) trop élevée en entrée du bassin, les eaux sont détournées automatiquement vers la STEP et qu'il est possible également d'isoler le bassin (en cas pollution ou sinistre) en s'y déplaçant (vanne non commandable à distance).</p> <p>L'exploitant a présenté le réservoir (B4 et/ou B7) d'au moins 1200 m3, les effluents à traiter passent par ce dernier en amont de la STEP. Il a indiqué que les eaux d'estérification sont en temps normal traitées par la STEP, les boues issues de ce traitement évacuées dans un site de traitement en externe.</p> <p>Prescription inadaptée n°1 :</p> <p>La rédaction de l'article vis-à-vis de la gestion des eaux d'estérification et des eaux aminées ne correspond pas à comment elles sont gérées avec la présence de la station biologique. Les éléments vis à vis du bassin d'orage (pompe P2) méritent également d'être mis à jour.</p> <p>→ L'exploitant précisera la situation et justifiera de son équivalence par rapport à la rédaction actuelle de l'arrêté vis-à-vis de la protection de l'environnement.</p> <p>La rédaction de l'article sera revue ultérieurement .</p>
Observations :

Observation n°4 :

Sur le terrain comme sur le plan de la STEP est indiqué détecteur styrène à l'entrée du bassin d'orage. Or, il s'agit d'un détecteur d'HCT .

L'exploitant corrigera ces mentions et fournira un plan du bassin de confinement et des liaisons entre ce bassin et le bassin d'orage ainsi que la STEP du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 9.2.2.1 Fréquence et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets Art. 9.2.2.2. Mesures "comparatives" : fréquence minimale annuelle
Constats : L'exploitant passe par un laboratoire externe CERECO pour les analyses prescrites par l'autosurveillance par contre, il réalise lui-même le prélèvement et la préparation de l'échantillon moyen hebdomadaire. Pour les paramètres devant être suivi en continu (débit , Ph et température), il a été constaté sur site des appareils de mesures en ligne au niveau de la station. Les valeurs sont reportées sur le cahier de la station . La fréquence de l'autosurveillance des rejets aqueux étant hebdomadaire pour certains polluants, l'exploitant réalise un échantillon moyen hebdomadaire à partir du contenu des bidons en plastique remplis par le préleveur automatique qu'il mélange puis en extrait un échantillon journalier qu'il ajoute au bidon hebdomadaire. En fin de semaine, il en extrait l'échantillon moyen de la semaine selon des modalités précisées par le laboratoire et dans des flacons en plastique fournis par ce dernier (cf. obs. ci-dessous). En termes de méthodes de prélèvement et de normes d'analyse à appliquer, les obligations qui sont applicables à tous les sites soumis à autorisation sont celles précisées par l'Arrêté Intégré du 2/02/1998 modifié. En particulier pour les HCT, le code sandre est le 7009, la somme de l'indice hydrocarbure selon la NF EN ISO 93-77-2 de déc. 2000 et l'indice hydrocarbure volatil selon la NFT 90-124 de sept. 2019 sont à réaliser. L'arrêté préfectoral du site datant de 2014 cite une ancienne norme pour l'analyse des HCT (usage de réactif aujourd'hui interdit). L'Inspection a regardé par sondage les déclarations d'autosurveillance faites sous GIDAF sur 2022 et début 2023. Il n'a pas été constaté de retard de transmission. Au moment de la fin de rédaction du présent rapport le mois de mai n'étant pas fini, la déclaration au titre du mois d'avril n'était pas disponible (obligation de l'être au plus tard le 30 mai). Par contre, il n'y est pas précisé selon quelles normes sont réalisées l'analyse des polluants ou paramètres (cf. obs. ci-dessous). Fait susceptible de suites n° 3: L'exploitant ne fait pas réaliser de mesures comparatives et n'a pas demandé l'accord à l'Inspection afin que l'éventuel CI compte de mesure comparatives.
Observations : Observation n° 5 : Pour chaque paramètre ou polluant soumis à autosurveillance, l'exploitant précisera les normes ou, en leur absence, les méthodes de prélèvement et d'analyses appliquées et par quelle entité cela est réalisé Pour les paramètres mesurés en continu, il explicitera la valeur déclarée sous GIDAF. Ces éléments seront précisés dans les déclarations sous GIDAF. De plus, les modalités de réalisation de l'échantillon hebdomadaire (par les agents du site) seront

formalisés avec une validation par le laboratoire réalisant les analyses et les agents POLYNT seront formés.

En particulier pour le cas des HCT, ce qui sert à réaliser l'échantillon hebdomadaire sera réalisé et conservé dans des bocaux en verre (comme pour chaque paramètre pouvant présenter une part volatile) et son analyse sera faite selon les obligations de l'AI du 2/02/1998 (code sandre 7009 soit la somme de l'indice hydrocarbure selon la NF EN ISO 93-77-2 de déc. 2000 et l'indice hydrocarbure volatil selon la NFT 90-124 de sept. 2019).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2014, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : VALEURS LIMITES D'EMISSION</p> <p>- Art. 4.3.8.1 Débit : Débit instantané 80 m³ / h Journalier 960 m³ / jour Moyen mensuel 800 m³ / jour</p> <p>- Art. 4.3.8.2 Caractéristiques des rejets</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : PARAMETRES (CONCENTRATIONS (mg / L) et FLUX (kg /j))</p>
<p>Constats :</p> <p>En termes de transmission des résultats d'autosurveillance, l'Inspection a regardé par sondage les déclarations faites sous GIDAF sur 2022 et 2023.</p> <p>Il n'a pas été constaté de retard dans les déclarations sous GIDAF : au moment de la fin de rédaction du présent rapport le mois de mai n'étant pas fini, la déclaration au titre du mois d'avril n'était pas disponible (obligation de l'être au plus tard le 30 mai)</p> <p><u>En termes de données déclarées sous GIDAF</u> pour les paramètres listés à l'article 4.3.8.2, l'arrêté du site définissant des valeurs en concentration maximale instantanée et en moyenne mensuelle, seule la limite en moyenne mensuelle inférieure au maxi instantané autorisé est rappelé sous GIDAF et donc la conformité des rejets jugée sur cette dernière. Pour le flux la valeur maxi journalière et la limite moyenne mensuelle sont précisées.</p> <p>Pour les paramètres devant être mesurées en continu, une seule valeur est rentrée chaque jour sous GIDAF. (cf. observ ci-dessus).</p> <p><u>En termes de résultats d'autosurveillance</u>, les dépassements suivants ont été constatés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en août 2022 pas de mesure en volume, MES, T°, DCO et pH les 19 et 20 /08 (fréquence non respectée), la valeur dépassée pour la température maximale le 4/08 avec 31 °C pour une limite de 30°C et en pHe les 6 puis du 8 à 10/08 allant ajusta 8,29 pour limite fixée à 8 ; - en 2023 de janvier à mars aucun dépassement n'est rapporté sous GIDAF. <p><u>En termes de résultats des CI :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - en 2022, le contrôle, fait du 28 au 29/03 par LDAR, a enregistré un gros dépassement en HCT (94, 6 mg/l majoritairement lié à l'indice hydrocarbure volatil et 15,8 kg/j mesurés pour des limites respectives fixées à 10 mg/l et 3 kg/j), - en 2023, le contrôle, fait du 12 au 13/04 par IANESCO, a enregistré un respect des valeurs limites notamment en HCT (1, 9 mg/l et 0,40 kg/j mesurés pour des limites respectives fixées à 10 mg/l et 3 kg/j). <p>En 2022, l'exploitant s'est étonné du gros dépassement singulier par rapport aux années précédentes et n'ayant enregistré aucun dysfonctionnement au niveau de son site. Il en a même réfuté en premier lieu les méthodes d'analyses utilisées par le laboratoire agréé pour l'analyse des HCT, ce dernier ayant sommé l'indice hydrocarbure et l'indice hydrocarbure volatil.</p> <p>L'arrêté préfectoral du site datant de 2014 cite une ancienne norme pour l'analyse des HCT avec usage de produit désormais interdit.</p> <p>Tant lors de l'autosurveillance que des contrôles inopinés l'analyse des hydrocarbures totaux doit être réalisée selon les obligations définies par l'AI du 2/02/1998 : respect du code sandre 7009 avec la somme de l'indice hydrocarbure selon la NF EN ISO 93-77-2 de déc. 2000 et l'indice hydrocarbure volatil selon la NFT 90-124 de sept. 2019.</p>

Le site était en fonctionnement normal le 12/04/2023 lors du contrôle.
Observations : Observation n°6 : Transmettre, de manière générale, les résultats des CI réalisés par rapport à la station d'épuration du district d'HENIN-CARVIN dans laquelle les eaux usées du site sont rejetées et notamment celui réalisé la veille du CI DREAL de 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet